

rien n'attire la population et l'immigration vers un pays comme l'éclat de l'or. Nous avons la certitude à la Colombie Anglaise qu'à tout événement, nous aurons une forte population, et en raison même de cette certitude, nous nous désintéressons peut-être davantage de la question d'immigration que les autres parties du Canada, le Manitoba et le Nord-Ouest, entre autres. On a préconisé différents systèmes d'immigration, mais le meilleur système, à mon avis, est celui qui tend à favoriser le développement de nos ressources commerciales naturelles. Il est absurde, à mon avis, de parler d'immigration, quand les moyens d'existence sont tels que notre population émigre vers l'étranger. Quand la situation économique d'un pays est telle qu'il nous est impossible de retenir au pays notre population indigène, à quoi sert de dépenser d'énormes sommes d'argent dans la tentative d'attirer vers nos rives la population d'outre-mer? Travaillons à rendre la vie en Canada plus facile pour le peuple, et assez attrayante pour que les immigrants qui nous arrivent demeurent avec nous. Nous avons un pays magnifique où il est possible à des millions d'habitants de vivre dans la prospérité. A bon vin point d'enseigne, et si le gouvernement actuel, comme je n'en doute pas, améliore la situation économique du pays de façon à en provoquer la prospérité, la question d'immigration sera facile à résoudre.

Me sera-t-il permis, M. l'Orateur, d'aborder un aspect de la question d'immigration qui touche tout particulièrement ma propre province. La catégorie d'immigrants que je veux signaler à l'attention affecte la Colombie Anglaise dans une plus large mesure que toute autre province du Canada. Je veux parler de l'immigration chinoise. Je n'infligerai pas aujourd'hui à la Chambre de longues considérations à cet égard, car cette question, sans aucun doute, fera l'objet d'un débat particulier avant la fin de la session. Je veux, toutefois, saisir la première occasion qui se présente pour exprimer l'espoir que le parlement reconnaîtra que l'importation de hordes de coolies chinois, dans le genre de celles qui nous arrivent aujourd'hui à la Colombie Anglaise est préjudiciable aux plus chers intérêts de la province, et si l'on se place au point de vue national on doit convenir qu'il est souverainement désirable d'apporter des restrictions à cette immigration chinoise.

J'avais commencé à faire voir, M. l'Orateur, la situation économique dans l'ouest et à la Colombie Anglaise en particulier. Je désire montrer que la situation actuelle de cette province est une preuve victorieuse de l'insuffisance du système suivi par l'ancien gouvernement. Cette province possède, il est vrai, une énorme richesse naturelle, mais il est malheureusement vrai aussi qu'elle ne jouit pas d'une large mesure de prospérité. Un milieu de toute cette abondance et de cette profusion de richesses éclatant des indices et de pauvreté et d'indigence, et il doit y avoir, à mon avis, une cause particulière qui explique l'existence simultanée de ces deux états de choses. Je ne saurais m'expliquer l'existence de la pauvreté à la Colombie Anglaise, si ce n'est que le gouvernement, qui a administré les affaires du pays par le passé, a empêché la grande majorité du peuple de s'emparer des richesses naturelles du pays et d'en tirer profit. Ce que je dis de la Colombie Anglaise s'applique également aux Territoires du Nord-Ouest et au Manitoba. Ces différentes parties du pays offrent à

notre population d'énormes facilités pour se créer des foyers, se faire des établissements où ils puissent vivre heureux et prospères. Il s'y trouve de riches et fertiles prairies, d'énorme étendue et d'une merveilleuse fertilité. Or, comme vous le savez, M. l'Orateur, le Manitoba et les Territoires du Nord-Ouest ne sont guère peuplés. On peut voyager des heures entières par le pays sans y découvrir une seule hutte de colon, et presque tout ce domaine est encore aussi vierge qu'il l'était à l'époque où le buffle errait dans ces plaines. C'est au sujet de cette partie du Canada qu'un certain gentleman qui occupe une très haute position dans les cercles politiques du pays, fit ces étonnantes prophéties qui lui ont valu le titre de grand hâbleur. Or, en tant qu'il s'agit des prophéties auxquelles il s'est livré touchant le Manitoba et le Nord-Ouest, il n'a pas eu droit à ce titre distingué. Si l'état de choses actuel dans ce pays offre un contraste ridicule avec les prophéties de ce député, cela ne prouve pas qu'il fut grand hâbleur. Mais cela prouve, ce qui est beaucoup plus important, que le système politique que l'honorable député et ses collègues ont cherché à infliger à ce pays était tout à fait insuffisant pour le développement du Canada, et ce qui est vrai de l'ouest s'applique avec une égale force à tout le Canada. Notre pays, sans doute, est riche en ressources naturelles, par la fertilité de son sol et par ses mines. Notre peuple est énergique, économe et persévérant, et je me demande, en face de tout cela, pourquoi la pauvreté et l'état de gêne existent parmi notre peuple? Pourquoi lui faut-il faire une lutte aussi désespérée pour gagner misérablement sa vie? Il n'y a qu'une seule réponse possible à cette question, et la voici : les ressources, les avantages naturels du pays sont énormes, sans doute; mais il est arrivé que quelques favoris les ont accaparés. On dit, je le sais, que le gouvernement ne peut créer ni l'état de gêne ni la prospérité; mais autant que l'ancien gouvernement a protégé au pays un système de monopoles, qui empêchaient le peuple d'accaparer les avantages que la nature nous prodigue, ce gouvernement, dis-je, est dans une large mesure responsable de l'état de gêne qui a existé en Canada pendant les quelques années passées.

Il n'y a que quelque temps, beaucoup d'entre nous et peut-être aussi quelques-uns des honorables députés de la droite doutaient qu'il y eut une crise dans ce pays; mais à présent que nous sommes élus, nous ne pouvons plus avoir de doute à cet égard, car je ne crois pas qu'il y ait ici un seul député qui n'ait pas été inondé de demandes de toutes sortes, pour de misérables petites places—et bien souvent ces demandes nous sont adressées par des personnes instruites, des gens de talent et à l'esprit cultivé. N'est-ce pas là une preuve que l'état de choses existant est tel que notre population désire échapper aux apâtements de la lutte pour l'existence.

J'ai parlé de monopole, M. l'Orateur. J'ai dit que le gouvernement avait créé et encouragé les monopoles dans ce pays; c'est parce que le gouvernement a fourni à quelques monopoleurs l'occasion d'accaparer toute la richesse du pays, que la prospérité n'a pu être générale parmi la population.

Examinons un peu cette question et nous verrons que tout ce qui peut contribuer à assurer l'existence dans ce pays est subordonné à un monopole. Sans entrer dans la discussion des théories d'Henry George, je puis dire que tout notre système agraire